

Adieu à la compassion

Par : Guillermo Alvarado



© picture-alliance/dpa/AP Photo/D. Dovarganes

La Cour d'appel du 9e circuit de Californie a confirmé par deux voix contre une l'annulation du TPS souhaitée par Trump. Photo: AP

Un tribunal nord-américain a donné le feu vert à la décision controversée du président Donald Trump d'expulser des centaines de milliers de personnes qui avaient trouvé refuge aux États-Unis dans le cadre d'un statut de protection temporaire, le TPS, accordé pour des raisons humanitaires.

Il s'agit d'un mécanisme créé il y a 30 ans pour permettre aux immigrants sans papiers qui ont fui leur lieu d'origine en raison de la guerre, de catastrophes naturelles ou de l'insécurité, de résider dans la nation du Nord, où ils ont obtenu des documents et le droit de travailler.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche, M. Trump a exprimé son désir de mettre fin à ce programme. Il a avancé comme prétexte que les causes qui l'ont motivé avaient déjà disparu et que ses bénéficiaires pouvaient retourner dans leur pays.

Un juge a rejeté ces arguments et a accordé une aide aux immigrants, mais maintenant la Cour d'appel du neuvième circuit de Californie, composée de trois juges, a décidé par deux voix contre une de confirmer la position du gouvernement.

Cela signifie qu'au moins 300 000 personnes et leurs familles du Salvador, d'Haïti, du Nicaragua et du Soudan doivent quitter les États-Unis d'ici le 5 mars de l'année prochaine. Ils seront également rejoints par des citoyens du Honduras et du Népal.

Les dommages causés par le retrait de la protection humanitaire à ces personnes sont très importants car la plupart d'entre elles ont fondé des foyers et ont des enfants nés aux États-Unis, donc des ressortissants nord-américains. Ces derniers devront subir un déracinement ou être séparés de leurs parents pour pouvoir y rester.

L'arrêt de cette cour touche également des centaines de milliers d'autres personnes qui survivent à une pauvreté extrême grâce aux virements en provenance du nord.

D'autre part, il est faux de dire que la violence et l'insécurité ont disparu dans de nombreux pays d'origine des migrants, comme on peut le constater quotidiennement dans les nouvelles du Salvador, du Honduras ou d'Haïti.

L'Association étasunienne des Droits civils de Californie du Sud a déclaré qu'elle ferait appel du verdict de la cour et, si nécessaire, elle porterait l'affaire devant la Cour suprême.

Une autre alternative est que Trump perde l'élection présidentielle du 3 novembre et que Joe Biden, le candidat du Parti démocrate, tienne sa promesse de revoir le TPS et d'assurer la protection des bénéficiaires.

Si rien de tout cela ne fonctionne, il ne restera rien d'autre que l'expulsion et peut-être la séparation de nombreuses familles ayant vécu ensemble de longues années, ce qui prouverait une fois de plus que les pauvres ne sont pas les bienvenus dans le paradis du capitalisme.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/234380-adiou-a-la-compassion>



Radio Habana Cuba